

République Française Département 2A – Corse du Sud	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL	
Nombre de conseillers <ul style="list-style-type: none"> • En exercice : 11 • Présents : 10 • Votants : 10 • Absents : 01 • Exclus : - 	De la commune de Monacia d'Aullène Séance du 10 mai 2019 à 17h30 Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de : Monsieur Marc Eugène LUCIANI	
Date de convocation 06 mai 2019		
Date d'affichage 10 mai 2019	Étaient présents : Marc Eugène LUCIANI, Jean-François LUCCHINI, Jacques Antoine TRAMONI, Michel PIAZZA, Isabelle LUCCHINI, Cathy POLI, Paul Marie BENEDETTI, Sandra TOMASINI, Jacqueline TAFANELLI, Nicolas BENEDETTI.	
Objet	Absents : LOVICHNI Nicolas	
PROJET DE DELIBERATION POUR LA PRESCRIPTION DU PLU	Secrétaire de séance : LUCCHINI Jean François	



Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que conformément aux dispositions de l'article L131-7 du Code de l'urbanisme, la carte communale de Monacia d'Aullène devait être rendue compatible avec le PADDUC dans un délai de 3 ans à compter de son approbation.

Il considère que la carte communale n'est plus le document adapté pour répondre aux besoins de la commune en termes de développement urbain harmonieux, soucieux de la préservation des espaces naturels et agricoles.

Monsieur le Maire considère qu'il est de l'intérêt de la commune d'élaborer un Plan Local d'urbanisme, conforme aux dispositions législatives, réglementaires et documents en vigueur, disposant d'outils d'aménagement prévus par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015.

Enfin, il précise que la Commune peut bénéficier du concours particulier de l'État destiné à compenser les charges résultant de l'élaboration des documents d'urbanisme (article L132-15 du Code de l'Urbanisme). Pour information le montant alloué par la commission départementale de conciliation en matière d'élaboration des documents d'urbanisme aux communes pour l'élaboration d'un plan local d'urbanisme s'élevait à 50 000 € en 2018.

Dans le prolongement de ce qui précède, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'engager une procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme sur la base des objectifs détaillés ci-dessous et de définir, en vertu du code de l'urbanisme, les modalités d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

➤ **Objectifs généraux :**

- Procéder à la redéfinition de l'affectation des sols et la réorganisation de l'espace communal ;
- Prévoir des zones dédiées qui permettront la création des équipements structurants indispensables au développement économique et social ;

-Proposer un projet de territoire intégré au développement intercommunal ;

En outre, le plan local d'urbanisme devra garantir, dans le respect de la réglementation :

➤ **Concernant le logement et le cadre de vie :**

- Un développement harmonieux des différents secteurs urbanisés du territoire communal et des nouveaux lieux de vie ;
- La création de logements communaux pour répondre à l'augmentation du coût du foncier avec la réservation de zones permettant la mixité sociale ;
- Le maintien des services de proximités écoles, épiceries, bars, restaurant, agence postale, administration ;

➤ **Concernant le développement économique :**

Un développement économique basé sur les potentialités de la commune (tourisme, agriculture, loisirs...), privilégiant sur le plan touristique les activités génératrices de flux tout au long de l'année et favorisant l'implantation d'activités artisanale, commerciale et agricole à forte valeur ajoutée ;

- La protection et la mise en valeur des espaces agricoles, garantissant dans les zones à forte valeur environnementales une gestion durable des ressources naturelles du territoire ;
- La poursuite d'une croissance raisonnée de la population résidente en conservant le caractère saisonnier de l'occupation de certaines résidences en accord avec le caractère historique de la transhumance et de la bi-appartenance à deux villages : Monacia et Aullène ;
- La favorisation des projets professionnels de types locatifs ;

➤ **Concernant le patrimoine naturel, paysager et architectural :**

La protection des qualités paysagères et architecturales et l'embellissement du village :

- La conservation d'une organisation de village historique incluant une charte paysagère spécifique ;
- La préservation et valorisation du bâti ancien et les attenants ;

La protection et la mise en valeur du patrimoine naturel :

- La protection et la mise en valeur des paysages et du milieu naturel au travers d'activités liées à la connaissance des différents écosystèmes ;
- La poursuite de la collaboration avec le conservatoire du littoral dans sa politique d'acquisition et de gestion du littoral afin de développer l'offre touristique verte avec la création de petites structures et l'émergence d'activités de pleine nature ;
- Le développement d'une activité spécifique sur le hameau de Giannuccio, avec la création d'une variante du GR20.
- Le maintien d'un accès à la plage de Caniggionu, plage naturelle disposant d'un mouillage réglementé ;
- L'entretien et le développement des chemins et sentiers de randonnées et parcours botaniques.

Le Maire explique ensuite que la commune n'étant pas dotée des ressources nécessaires en interne pour mener à bien la procédure d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme, il y a lieu de mandater un bureau d'études ou un groupement de prestataires pour mener celle-ci à son terme dans le strict respect des textes applicables.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et avoir débattu des objectifs principaux de la commune en termes de développement, des modalités de concertation proposées au titre de la procédure d'élaboration du PLU et de la nécessité de faire intervenir un prestataire extérieur,

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L131-7 du Code de l'urbanisme, la carte communale de Monacia d'Aullène devait être rendue compatible avec le PADDUC dans un délai de 3 ans à compter de son approbation,

- habituellen de celle-ci, permettant à tout intéressé de s'exprimer ;
- Une réunion avec les agriculteurs exploitant des parcelles communales ;
- L'organisation d'au moins une réunion publique avant l'arrêt du document d'urbanisme ;
- L'invitation à déposer tout avis ou commentaire sur le site internet de la commune ainsi que sur sa page Facebook ;
- La collecte des éléments relatifs à tout nouveau projet devant être créer sur le territoire communal ;
- La Municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérerait nécessaire.

Cette concertation fera l'objet d'un bilan qui sera présenté en conseil municipal au plus tard au moment de l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Conformément au Code de l'urbanisme, un débat aura lieu au sein de l'assemblée délibérante sur les orientations générales du plan d'aménagement et de développement durable au plus tard deux mois avant l'examen du projet de Plan Local d'Urbanisme.

- 4- de charger Monsieur le Maire de l'organisation matérielle de ladite concertation.
- 5- D'autoriser monsieur le Maire à lancer le marché qui conduira à la désignation du prestataire extérieur chargé de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et de signer tout contrat, avenant ou convention relatif à cette affaire.
- 6- de charger Monsieur le Maire de lancer les demandes de subventions liées aux dépenses à engager en sollicitant notamment le concours particulier créé au sein de la dotation générale de fonctionnement (DGD) au titre de l'établissement et la mise en œuvre des documents d'urbanisme.
- 7- D'inscrire au budget les crédits relatifs à cette opération tant en dépense, qu'en recette.
- 8- De notifier la présente délibération, conformément au Code de l'Urbanisme :
 - Au Préfet de Corse, Préfet de Corse du Sud ;
 - Au Président de l'Assemblée de Corse ;
 - Au Président du Conseil exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse ;
 - Au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Corse du Sud ;
 - Au Président de la Chambre des Métiers de la Corse du Sud ;
 - Au Président de la Chambre d'Agriculture de la Corse du Sud ;
 - Au Président du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional de la Corse ;
 - Au représentant de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) ;
 - Au représentant de la section régionale de la Conchyliculture ;
 - Au représentant du Centre régional de la propriété forestière ;
 - Au Président de la Communauté de Communes du Sud-Corse ;
 - Aux Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) voisins et aux Maires des communes voisines.

Les associations locales d'usagers agréées ainsi que les associations agréées de protection de l'environnement mentionnées à l'article L141-1 du Code de l'Environnement, existantes à la date de la publication de la présente délibération, seront également consultées à leur demande.

Conformément aux dispositions de l'article R153-20 et suivants du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Elle sera exécutoire à compter de l'accomplissement des mesures de publicité précitées et de sa transmission au représentant de l'État.

Fait à Monacia d'Aullène le 10 mai 2019,

Le Maire

Marc Eugène LUCIANI

